



## Analyse du programme de la France Insoumise

**Edito : Etatisation, Isolationnisme, Confiscation et ruine du pays.**

C'est faire beaucoup d'honneur au programme de la France Insoumise que de procéder à sa critique. C'est un autre projet de « ruine accélérée » prenant à rebours toutes les expériences et méthodes des pays qui réussissent.

Nous sommes persuadés que son auteur Jean Luc Mélenchon, doué de multiples talents, ne croit pas dans son projet qui lui permet cependant de fixer autour de sa personne un nombre non négligeable de Français, l'extravagance de ses méthodes qui ferait fuir tous ceux qui créent de la valeur laisserait très vite M. Mélenchon seul au milieu de ses militants et des ruines de notre pays.

**Michel Rousseau**  
Président de la Fondation Concorde

## Introduction

Le programme économique de JLM repose principalement sur 2 piliers : l'étatisation de l'économie par la dépense publique et l'isolationnisme. Ce programme traduit simplement une **défiance à la fois envers les acteurs privés mais aussi envers les institutions internationales et nos pays partenaires.**

JLM justifie l'explosion de dépense publique qu'il propose par la théorie du multiplicateur keynésien. Les dépenses publiques nouvelles viendraient, selon lui, relancer l'économie et la croissance française grâce à un effet multiplicateur compris entre 2 et 3 : en effet selon Jean-Luc Mélenchon, si l'Etat investit 1€ dans l'économie, il va en gagner 2 ou 3€ en recettes fiscales et non fiscales selon cette méthode. Avec 57% de PIB de dépenses publiques, le taux le plus élevés d'Europe, notre économie devrait donc être de loin la plus prospère d'Europe.

Cette théorie ne s'est jamais vérifiée dans une économie ouverte ! En effet, les Français consomment des biens étrangers qu'ils ne peuvent acheter en France, en témoigne notre balance commerciale déficitaire à hauteur de 48,1 milliards d'euros Monsieur Mélenchon aura donc beau investir autant d'argent qu'il le souhaite dans l'économie française, les Français dépenseront une partie de ce surplus en importations, en en faisant ainsi profiter les pays étrangers.

En supposant que les frontières soient fermées aux produits étrangers ou très taxés, le coût de la vie augmentera, des produits seront introuvables et le marché noir sera fleurissant.

De plus, depuis les années 1990, on constate que les multiplicateurs peuvent être négatifs : la croissance dépend de la réduction de la dépense publique. En témoigne les exemples Allemand, Espagnol, Italien, Anglais et Irlandais qui ont renoué avec la croissance grâce à la combinaison de réformes structurelles et une réduction des dépenses publiques.

La logique du programme de J-L Mélenchon ne tient aucun compte des expériences malheureuses vécues par les économies qui ont adoptés ces méthodes, repose donc sur une mécanique économique contestable.

### I) Chiffrage principal

#### La dette et les taux d'intérêt

La dette française s'élève à 2160 milliards d'euros, c'est à dire quasiment ce que la France produit en un an. JLM a présenté un cadre budgétaire dans lequel il arrive à réduire la dette à 87% du PIB en 2022, ce qui compte tenu de ces hypothèses de croissance, correspond à une réduction de 200 milliards €. Un résultat qui n'est non seulement pas justifiable mais qui nous rappelle également la trajectoire de réduction du programme de Marine Le Pen qui souhaitait ramener la dette publique à 89% en 2022.

Virtuellement, Jean Luc Mélenchon fait mieux ; il est à mi-chemin entre le bon élève qui annonce une réduction drastique de la dette publique - comme demandée par Bruxelles - et le candidat qui dénonce les traités européens et qui annonce explicitement que la dette ne sera pas remboursée. Alors que doit-on croire ? Une négociation avec l'union européenne qui permettra de "couper" une

partie de la dette française ? Ou la trajectoire de réduction annoncée dans le chiffrage de M. Mélenchon ?

Il y a également un phénomène que J-L Mélenchon ne nous explique pas : celui de la hausse des taux d'intérêt. Au même titre que la candidate du front national, une telle explosion des dépenses publiques et un retrait (à demi-mot) des institutions européennes entraîneraient un manque de crédibilité de la France sur les marchés, qui verront mécaniquement augmenter les taux d'intérêt et avec eux la charge de notre dette.

Dans le cadre de son chiffrage, J-L Mélenchon nous propose un investissement de 100 milliards d'euros, avec pour objectif la transition écologique et le changement de paradigme productif, ainsi qu'une augmentation du budget de l'Etat de 173 milliards, liée à l'intervention massive de celui-ci dans l'économie. Cela correspond à un montant supplémentaire de dépenses publiques de 273 milliards d'euros en 5 ans, soit une augmentation de 55 milliards par an qui se traduit par une hausse des dépenses publiques de 2 points de PIB tous les ans ! A noter que la France est d'ores et déjà la championne en la matière - en pôle position avec la Finlande - à un niveau de 57% du PIB. A ce niveau là, elle se rapproche de Cuba et de la Corée du Nord.

Afin de compenser ces dépenses, J-L Mélenchon nous annonce une augmentation des recettes de 190 milliards d'euros, principalement basées sur son principe du multiplicateur dont nous avons déjà prouvé son incertitude. De plus, grâce à la relance de l'activité économique, J-L Mélenchon annonce une croissance du PIB "supérieure à 2% dès l'année 2018", alors que la France dépasse difficilement 1% de croissance pour l'année 2016 du fait de la faiblesse de ses exportations.

La seule recette explicitement annoncée par le programme de la France insoumise, c'est l'augmentation des prélèvements obligatoires. Une fois encore, dans son souci de substituer l'investissement public à l'investissement privé, la hausse des prélèvements s'inscrit avant tout sur les ménages les plus aisés, avec une hausse des droits de succession, de l'ISF et l'instauration de taxes diverses et variées sur les hauts revenus. Cependant, J-L Mélenchon s'attaque également à l'ensemble de la population en instaurant une cotisation sur les revenus de 2%, comprenez une augmentation de l'écart entre salaire brut et salaire net.

Scénario 1 : l'employeur ne répercute pas la hausse de 2% sur le salarié

Scénario 2 : l'employeur répercute la hausse de 2% sur le salarié

	Scénario 1	Scénario 2
Salaire moyen net	2389€	2389€
Salaire moyen brut	3175€	3175€
Nouveau salaire moyen brut	3239€	3175€
Nouveau salaire moyen net	2389€	2341€
Perte annuelle pour l'employeur	762€	0€
Perte annuelle pour le salarié	0€	573€

## II) Isolationnisme

Le programme de "La France Insoumise" est clair : la France doit s'isoler du monde et vivre en quasi autarcie: sortir du FMI, de la Banque Mondiale, de l'OTAN, de la PAC, et à terme de l'UE et de la zone euro. Une politique isolationniste sans précédent qui isolerait complètement la France.

Conséquences : la sortie par exemple de la Banque Mondiale serait compensée par une hausse du budget alloué au développement de l'ordre de 7 milliards. Idem pour la sortie de la PAC où le gouvernement devra alors compenser les aides perdues au profit des agriculteurs pour un montant de 9 milliards. En revanche, la perte de mutualisation des moyens de défense liée à la sortie de l'OTAN n'est pas compensée dans son programme.

Sur le volet européen, J-L Mélenchon adopte la même politique que Marine Le Pen, mais diffère sur la méthode : il prône une "négociation avec l'UE" alors que sa politique viole tous les traités existants : sortie de la PAC, mise en place de droits de douane avec l'UE à 12% (en contradiction avec l'esprit de l'union douanière), mise en place de droits de douane européens à 500% sur l'acier américain, encouragement d'une inflation à 4% à l'horizon 2022 (contre 2% pour l'objectif statutaire de la BCE).

La conséquence de cette politique isolationniste serait catastrophique pour la France ; nous perdrons toute crédibilité, les taux d'intérêt exploseraient et la France sortirait du bal des grandes nations.

Or, dans ce contexte, JLM ne financera son programme que par 2 leviers

- Assumer la sortie de l'Euro (en contradiction avec ce qu'il affiche à ses électeurs).
- Faire appel aux "fonds vautours" qu'il fustige à longueur de discours, mais qui seront les seuls à vouloir lui prêter des fonds dans un contexte aussi incertain, et qui pratiqueront donc des taux d'intérêt extrêmement élevé.

**In fine, J-L Mélenchon va plus loin que M. Le Pen sur sa politique isolationniste en décidant de se couper complètement du monde, à l'image de ce que fait la Corée du Nord.**

## III) Etatisme (infantilisation et paternalisme)

Sur le volet économique intérieur, la volonté de tout étatiser est claire. La création d'1 million d'emplois publics, la taxation à 90% des revenus supérieurs à 400.000 €, le 100% sécu, et le plan d'investissement public de 100 milliards poursuivent deux objectifs : augmenter le poids de l'Etat sur l'économie et assécher toute capacité d'investissement des agents privés.

La France est déjà un des pays où l'Etat est le plus présent dans la sphère économique : avec une dépense publique à 57% du PIB et des prélèvements obligatoires à 44,5% du PIB, l'économie française est déjà sur-étatisée et peu performante.

La vision d'un Etat qui peut, doit et fait tout est digne du régime soviétique des années 70, à rebours complet de la nécessité de libéraliser des pans de notre économie pour retrouver la prospérité.

#### IV) Trajectoires macro

Les prévisions de croissance de J-L Mélenchon (2% en moyenne par an) sont hasardeuses puisque notre croissance potentielle est de 1% maximum compte tenu de nos faibles capacités à produire et à exporter.

Selon la trajectoire annoncée de dépenses publiques, J-L Mélenchon dépenserait 234 milliards € de plus sur le quinquennat une fois encore le doute est de mise, car selon ses propres chiffres, les dépenses supplémentaires devraient être de 273 milliards €, soit 100 milliards de plan de relance et 173 milliards du budget de l'Etat. Il y a donc une différence de 40 milliards au sein même de son programme !

De même, selon ses propres trajectoires, nous calculons un manque de 245 milliards € de recettes. Or, J-L Mélenchon nous annonce une enveloppe totale de 190 milliards, conditionnée à ce fameux mécanisme de multiplicateur déjà remis en question.

**Selon nos calculs, la dette publique explosera alors à 110% du PIB.**

Pour conclure, le programme de J-L Mélenchon est pétri de contradiction. Ce programme économique navigue entre croyance irrationnelle et légèreté politique, qui finiront d'achever l'économie française s'il était mis en pratique.

Cadre budgétaire du programme de la France insoumise :

	2016	2018	2020	2022	
Prévision de croissance	0,00%	2%	2%	2%	
PIB	2118	2186	2274	2366	
Prévision déficit public	-3,3	-4,8	-3,4	-2,5	
Déficit public	69,89	104,93	77,31	59,15	
Prévision dette publique	95,8	96,5	93,7	87	
Dette publique	2029	2109	2131	2058	
Prévision PO	44,7	46	47,9	49,1	
PO	947	1006	1089	1162	
Prévision dépenses publiques	55,1	58,4	58,8	59,2	
Dépenses publiques	1167	1277	1337	1401	
Delta dépenses		110	60	64	
Recettes publiques	1097	1172	1260	1342	
Delta recettes		75	88	82	245

*En rouge, les prévisions en volume du programme de JLM. En noir les prévisions en valeur du programme de JLM.*